

L'effondrement de la gouvernance politique

Posté le : 6 octobre 2018 10:54 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Pays en voie de développement, Crise systémique, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique

La démission de Bruno Julliard, après celle de Nicolas Hulot et avant celle de Gérard Collomb, marque l'effondrement accéléré de la gouvernance politique. Alain Duhamel a de nouveau (Zemmour et Naulleau du 3 octobre 2018) constaté que le niveau et la qualité des politiques avaient chuté dans des proportions spectaculaires et que la politique n'attirait plus les meilleurs. Les explications sont controversées, pas le constat.

Il est clair que la politique de quota pour les femmes a provoqué l'apparition de candidates élues plus par la force de la loi et l'opportunisme que par l'attrait de la compétence. Beaucoup d'entre elles ne se comportent pas comme des édiles, des députés ou des ministres ayant choisi un parcours politique long. L'émergence d'une forte minorité homosexuelle pratiquement dans tous les rouages politiques joue dans le même sens. Le genre l'emporte sur la politique. De même, la « diversité » incorporée pour des questions d'image et d'affichage, ne produit pas véritablement des politiques mais trop souvent de l'insuffisance (par exemple Harlem Désir à gauche) et de la suffisance (par exemple Rama Yade à droite).

Il est tout aussi clair que l'impuissance qui frappe désormais les exécutifs locaux, régionaux et nationaux, du fait, globalement de la mondialisation incontrôlée et des grignotages de l'Europe institutionnelle et du gouvernement des juges, a accusé le phénomène. Des politiques faibles ont permis aux juges, aux journalistes, aux lobbies, aux minorités agissantes d'occuper le terrain. L'apparition des « réseaux sociaux », appuyés sur l'instantanéité des images et des sons, et les forces de l'émotion, joue désormais son rôle dans l'abaissement général par « la médiasphère ».

La politique française est dominée par la corporation des Énarques, totalement à l'échelon national et presque totalement aux échelons importants des collectivités territoriales (voir Le Havre et Bordeaux). Les préoccupations de caste l'emportent le plus souvent sur le reste.

Les électeurs ont été abaissés à un magma de clientèles fragmentées sans pouvoir autre que de protester, de gémir et de réclamer des prébendes. La honte qui s'empare de beaucoup d'entre eux devant la médiocrité des candidats, de la faiblesse de leurs projets et souvent du caractère douteux de leurs procédés, a conduit à une montée gigantesque de l'abstention.

L'effet de cet effondrement est parfaitement visible à l'échelon national avec les résultats dramatiques de la gestion centrale du pays en termes de chômage, d'exportation, de dettes, d'impôts, d'immigration, de démographie. Tous les ministères sont peu ou prou en catalepsie et ceux qui résistent le font dans l'hostilité et avec des bouts de ficelle. L'effondrement de la gouvernance est particulièrement marqué à Paris, où la gestion municipale s'apparente à la destruction de la capitale de la France par des minorités agissantes, des abusifs, et une clique qui marque tous les jours son mépris pour les habitants (sales, amoureux de leur bagnole, racistes, xénophobes, bourges, etc.), population infecte qu'il faut redresser par des mesures violentes et non concertées.

Le résultat est le triomphe de la malhonnêteté intellectuelle, des coups dans le dos, et des comportements violents et injurieux. Il n'y a plus de dignité politique.

Un Ministre de l'Écologie qui démissionne à la radio en laissant entendre qu'avant d'entrer dans le

studio il n'était pas vraiment décidé à partir et qu'il n'a prévenu personne, quel abaissement de la fonction !

Un Président de l'Assemblée Nationale qui après avoir constaté l'inanité du rôle de second personnage de l'État préfère être ministre dans une fonction secondaire par les moyens qu'on y met, traduit également une forme de difformité démocratique.

Comble des combles, un ministre de l'intérieur quitte son poste dans des conditions conflictuelles pour retrouver un poste de maire, tout en expliquant que le pays est en proie à un début de guerre civile, la république n'étant plus dominante dans de nombreux quartiers, tout en expliquant qu'il n'a aucun conflit avec l'exécutif...

La République du « quand je veux, si je veux », impuissante au pouvoir mais cherchant des postes par caprices, vanité ou intérêt, et les quittant par caprice, vanité ou intérêt, offre un visage déplorable. Les conséquences sont désastreuses aussi bien au niveau local que national.

On définit des projets électoraux entièrement construits sur la com' et la démagogie à court terme. On méprise l'électeur dès le départ. Il vous le rend bien. Alors on essaie de l'entortiller dans une fausse démocratie collaborative honteusement hypocrite et racoleuse concentrée sur la crotte de chiens. Ou on lui la baille belle avec des discours enchantés alors que ces églogues s'avèrent totalement impuissantes à faire avancer utilement quelque projet que ce soit.

Le règne des effets pervers est devenu absolu. L'écart entre projets et réalité est devenu abyssal. Il déchaîne la susceptibilité des élus, tellement médiocres qu'ils ne comprennent pas pourquoi la réalité tourne au cauchemar, ce qui les conduit à se cacher encore plus derrière la com', le déni et finalement l'injure. Si un observateur sérieux constate : c'est nul, ils traduisent : « il m'a traité de nul ». Faisons-le taire ! Abattons-le ! S'il ajoute : regarder les conséquences dramatiques ! Alors c'est un infâme ennemi. Déshonorons-le afin que sa voix ne porte pas.

Les piloris s'élèvent partout au milieu des décombres. L'injure et l'injustice ne viennent pas de la base mais du sommet, à la mesure de la faible qualité effective et objective des dirigeants et l'impropriété de leurs ambitions et projets. On l'avait bien vu avec Hollande qui, de son cabinet, avait lancé des campagnes de haine, relayées par les médias, contre des personnalités (Arnault, De pardieu). On le revoit dans la manière injurieuse dont Mme Hidalgo traite la démission de son principal adjoint.

Ces tendances malsaines empêchent tout réel débat sur des questions fondamentales de démographie, de prospérité économique ou d'aménagement urbain. C'est la pensée, le savoir, l'esprit critique, son compagnon naturel et la compétence qui sont étouffés. La politique perd alors tout sens. M. Macron court après les conséquences de la démagogie qu'il a mis en avant pour se faire élire. La hausse de la CSG associée à l'exonération de la taxe d'habitation et d'une partie des charges salariales était un cocktail électoral habile mais un drame national dont il ne parvient plus à sortir. La destruction de la mobilité à Paris tout en densifiant à mort, avec des projets pharaoniques et en rachetant à prix d'or des immeubles dans les endroits les mieux situés pour loger des immigrés africains, a non seulement poussé les impôts parisiens à des sommets, mais accru la dette de façon irresponsable, au point que la ville est asphyxiée de partout, alors que les fonctions municipales de base ont été abandonnées. La seule chose qui compte est la réélection et on écrit des livres en se présentant comme le sauveur de la santé de la population, alors que cette dernière fuit ou vit dans le dégoût.

Il faut mettre fin à cette course sans fin entre démagogie et effets désastreux. L'affaissement de la gouvernance aussi bien à la tête du pays qu'à celle de la Capitale est inacceptable, en soi et pour ses résultats.

Nous avons donc décidé d'ouvrir le blog à l'analyse des trois livres quasiment proscrits et à la mise en cause de l'action municipale telle qu'elle est menée dans la capitale. Bien entendu, les positions parfois sévères qui y sont exprimées, et parfois sous une forme tonique, ne correspondent pas nécessairement à toute la pensée des membres de notre Cercle mais tous sont d'accord sur cette évidence qu'il faut en finir avec la mal gouvernance publique aux échelons supérieurs du pays.

Il faut maintenant sonner le tocsin.

Avec force.

Admin